

Le 17 mars : mobilisation unitaire

à l'appel des organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FSU, CFE-CGC, Solidaires, UNSA et l'UNEF pour la revalorisation des salaires, des pensions et des minimas sociaux



Depuis le jeudi 24 février à 5h30 du matin, Vladimir Poutine a ordonné à ses armées une invasion de l'Ukraine, que les peuples russes comme ukrainiens, dans leur immense majorité, n'imaginaient pas possible, ni ne voulaient d'aucune manière. Les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FSU, CFE-CGC, Solidaires, UNSA et l'UNEF réaffirme leur solidarité active avec toutes les populations victimes des politiques guerrières et appellent à une mobilisation la plus large et unitaire pour la paix, par la voie du dialogue et pour une solution politique négociée dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les répercussions économiques de cette invasion de l'Ukraine par Poutine sont énormes en Europe et en France.

Les salarié·e-s du secteur public comme privé, les retraité·e-s, les jeunes partagent toutes et tous une même priorité face à l'augmentation du coût de la vie. Il faut augmenter les salaires, les pensions, les allocations et les bourses étudiantes.

Beaucoup ont exprimé leurs exigences en se mobilisant, ces dernières semaines, dans leur entreprise, leur service, leur branche professionnelle. Ainsi en est-il des personnels des services publics, à l'instar de celles et ceux de l'éducation nationale, des soignant·e-s, des travailleurs sociaux et travailleuses sociales, des étudiants·e-s...

De nombreux débrayages, lors des NAO (négociations annuelles obligatoires), dans les secteurs notamment industriels ont permis également des avancées à l'échelle des entreprises.

Tout au long du mois de janvier, les différentes professions et la jeunesse ont su se mobiliser ensemble pour défendre les salaires et l'emploi dans beaucoup de localités.



Plus de 150 000 manifestants, de nombreux secteurs professionnels ont débrayé le 27 janvier dernier. La question sociale et salariale s'ancre dans le quotidien des salarié·e-s dans les entreprises et les services. Les jeunes et notamment les étudiant·e-s sont elles et eux aussi confronté·es à une grande précarité de vie, au travail précaire et à la pauvreté.

La crise sanitaire a accentué cette situation mais elle lui préexistait : sans réel statut social permettant l'accès à des droits et à l'autonomie, les conditions de vie des étudiant·e-s ne peuvent être réellement améliorées. L'augmentation des bourses et leur élargissement est une urgence. Sur le long terme, une allocation d'autonomie universelle doit permettre à l'ensemble des étudiant·e-s de pouvoir vivre dignement et de se focaliser sur leurs études.



La moitié des étudiant-e-s est aujourd'hui contrainte de se salarier en parallèle de ses études, les mettant en péril. Les conditions de travail dans les jobs étudiants, y compris à l'Université, doivent être largement améliorées, tout comme celles des alternant-e-s et des stagiaires.

- L'inflation a atteint 2,8% en décembre 2021.

- Carburant, électricité, gaz... Le prix de l'énergie à augmenté a explosé

- Les produits alimentaires de première nécessité ont également vu leur coût augmenter de manière importante.

Une récente étude de l'ONG Oxfam a mis des chiffres sur cette explosion des inégalités. En France, la fortune des milliardaires a augmenté de 86 % depuis le début de la pandémie, tandis que, dans le même temps, 4 millions de personnes supplémentaires se sont retrouvées en situation de vulnérabilité.

Pour les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FSU, CFE-CGC, Solidaires, UNSA et l'UNEF : Il faut une revalorisation immédiate de l'ensemble des salaires dans le secteur privé et des traitements dans la fonction publique, en commençant par les plus bas salaires.

Ainsi, il est urgent d'agir sur le SMIC et le point d'indice. Il est indispensable que les minimas de branche dans le privé et les grilles de salaires dans la Fonction Publique soient automatiquement relevés au niveau du SMIC.

Cela doit se compléter d'une ouverture rapide de négociations sur la répercussion de ces augmentations sur les échelles de carrière dans le public et les classifications dans le privé. Il est aussi important d'augmenter les bourses pour les étudiants. Il est nécessaire d'augmenter les pensions des retraité-e-s et de les indexer sur les salaires.

Le 8 mars dernier, des dizaines de milliers de salarié-e-s ont répondu à l'appel à la grève féministe lancé par 60 organisations féministes, partout en France, dans plus de 200 initiatives.

Dénonçant le marketing de la « grande cause nationale », les manifestant-e-s appellent à des mesures immédiates pour mettre fin aux 28,5% d'écart de salaire entre les Femmes et les Hommes.

Ce 8 mars dernier, fort, dynamique, déterminé, démontre, à la veille d'échéances électorales majeures, que les salarié-e-s sont toujours plus nombreux et nombreuses à exiger l'égalité et ne se laisseront pas faire.

Pour la revalorisation des salaires, des pensions et des minimas sociaux.

Les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FSU, CFE-CGC, Solidaires, UNSA et l'UNEF appellent à une journée de grève et à la manifestation interprofessionnelle.

Le 17 mars prochain à 10h00 Place des Luttes (Place des Carmes Dechaux).

Résolument antifascistes, hier comme aujourd'hui, nos organisations syndicales dénoncent les discours sexistes, homophobes et racistes de la droite extrême et poursuivront la lutte contre la propagation des idées nauséabondes des extrêmes droites, dans la rue comme dans les urnes.

Qu'elle que soit l'issue de l'élection présidentielle, elles proposent de construire, dès à présent, les conditions d'un grand 1 er mai unitaire.

